

DÉFORESTATION EN AMAZONIE : MALGRÉ LA CESSION DE CERTAINES DE SES ACTIVITÉS, LE GROUPE CASINO DEVRA FAIRE FACE À LA JUSTICE

Paris / Bogotá / São Paulo – 10 juillet 2023 – **Enlisé dans une dette de plus de 6 milliards de dollars, le groupe français Casino envisage de vendre ses actifs brésiliens et colombiens pour renforcer ses liquidités** Pour la coalition de représentants des peuples autochtones et d'ONG internationales qui a assigné Casino, même dans l'hypothèse d'une cession de ses actifs sud-américains, le groupe devra toujours faire face à la justice pour manquement à son devoir de vigilance en matière de déforestation et de violation des droits des peuples autochtones.

Fin juin, à la suite de l'ouverture d'une procédure de conciliation pour rembourser ses créanciers, le groupe Casino a annoncé la cession de ses enseignes latino-américaines, le brésilien Grupo Pao de Açucar (GPA) et le colombien Exito, d'ici fin 2024. Avec 1 000 magasins au Brésil et plus de 2 000 en Colombie, le groupe a réalisé plus de la moitié de son chiffre d'affaires (53%) en Amérique latine en 2022.

Malgré l'incertitude qui pèse sur l'avenir de Casino, celui-ci devra **répondre de ses actes devant le tribunal judiciaire de Paris**. "*Nous ne pouvons accepter que des groupes puissent contourner les systèmes administratifs et juridiques nationaux pour éviter d'avoir à répondre des violations commises dans leurs chaînes d'approvisionnement. Au Brésil en particulier, nous avons historiquement assisté à de telles stratégies et, dans de nombreux cas, l'impunité perdue et permet aux pratiques criminelles contre les peuples et leurs territoires de se poursuivre. Il est essentiel que le groupe Casino soit tenu responsable des dommages causés jusqu'à présent et qu'il n'y ait aucune tolérance judiciaire.*", affirme Kari Guajajara - juriste de la COIAB.

Une nouvelle [investigation d'InfoAmazonia](https://infoamazonia.org) confirme par ailleurs que les mesures de vigilance mises en place par le groupe Casino sont à ce jour toujours insuffisantes au regard de la loi française de devoir de vigilance. Cette enquête a identifié pas moins de 15 exploitations présentes illégalement sur le territoire autochtone Uru-Eu-Wau-Wau, ayant transféré, via d'autres fermes, 815 bœufs entre 2018 et 2022 à deux abattoirs de JBS qui fournissent le groupe Casino au Brésil. Les produits issus de ces abattoirs ont été identifiés en 2023 par les équipes de Mighty Earth et donc après l'assignation en justice du groupe Casino (Mars 2021).

Ce rapport indique en outre que *la chaîne d'approvisionnement du groupe français a causé des dommages matériels estimés à 54,3 millions d'euros pour ce seul territoire autochtone*¹. Un résultat qui ne reflète qu'une infime partie de l'impact du groupe Casino, fortement implanté au Brésil et en Colombie.

¹ <https://infoamazonia.org/2023/06/29/grupo-casino-continua-vendendo-carne-proveniente-da-terra-indigena-uru-eu-wau-wau-apesar-de-processo-judicial-na-franca/>

Alors que la déforestation en Colombie a augmenté de 32% en 2022 et que le Brésil reste le pays le plus touché par la déforestation tropicale², les futurs propriétaires des supermarchés Casino au Brésil et en Colombie, devront faire du contrôle des chaînes d’approvisionnement en bœuf, notamment des fournisseurs indirects, une priorité absolue.

CONTACTS PRESSE :

COIAB : Isabel Babaçu / comunicacao@coiab.org.br / +55 99 8184-8583 (BR)

Commission Pastorale de la Terre : Xavier Plassat / xplassat@gmail.com / +55 63 99221-9957 (FR/EN/PT)

Envol Vert : Audrey Benard / communication@envol-vert.org / +33 6 81 25 48 64 (FR/EN)

Mighty Earth : Boris Patentreger / boris@mightyearth.org / +33776074419 (FR/EN/ES)

Notre Affaire à Tous : Marine Coynel / marine.coynel@notreaffaireatous.org / +33 6 27 47 18 79 (FR/EN)

Sherpa : Lucie Chatelain / lucie.chatelain@asso-sherpa.org / +33 6 51 82 62 11 (BR/FR/EN)

² <https://news.mongabay.com/2023/06/new-data-show-10-increase-in-primary-tropical-forest-loss-in-2022/>